

MARCHÉS n°37 & GESTION

Mars 2020

La newsletter d'Arkéa Investment Services

Rédigée par les experts de Federal Finance Gestion

CORONAVIRUS ET PETROLE : DOUBLE CHOC SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

L'inquiétude sur les marchés s'est renforcée suite à la forte augmentation du nombre de personnes contaminées hors de Chine. Affectant de nombreux secteurs tels que le tourisme, le luxe, la technologie, l'automobile, les transports ou encore le secteur pétrolier, cette épidémie se développe alors que la conjoncture mondiale commençait à manifester des signes de redressement suite aux accords commerciaux USA-Chine signés mi-janvier. Le 07 mars, la décision surprise de l'OPEP d'augmenter sa production de pétrole a provoqué l'effondrement du prix du pétrole jusqu'à 33 dollars, renforçant l'anxiété des marchés.

Une économie qui souffre

Jusqu'à février, l'économie US se montrait résistante, les créations d'emplois se redressant et soutenant la consommation des ménages. Le secteur immobilier demeurait bien orienté grâce à la baisse des taux longs. Bien que moins ouverte à l'international, l'économie US commence, elle aussi, à subir les conséquences de l'augmentation de personnes contaminées. Cela devrait affecter la consommation des ménages (hôtellerie, luxe, tourisme) et l'investissement des entreprises notamment des secteurs technologiques (chaînes de production) et pétroliers (forte baisse récente du pétrole).

En zone euro, les chiffres

économiques sont mieux orientés : les indices de confiance PMI et le climat des affaires européen sont remontés, à la fois dans l'industrie et les services.

En Allemagne, les chiffres économiques étaient de meilleure facture en début d'année (commandes industrielles, indices PMI, productions industrielles). En France la confiance des consommateurs résistait malgré les grèves liées au projet de réforme des retraites. La forte propagation du coronavirus dans le nord de l'Italie, poumon économique de la péninsule, et les fortes mesures de « quarantaine » devraient faire basculer l'Italie, déjà fragile, en récession. Nul doute que la



Alain GUELENNOC,
Directeur Général de
Federal Finance Gestion

croissance de la Zone euro sera fragilisée par la crise sanitaire dans les semaines qui viennent.

Au Japon, l'économie s'est fortement contractée dès le quatrième trimestre 2019 (-7,1%), bien avant les perturbations liées au coronavirus. En effet, le typhon Hagibis et la hausse de la TVA en septembre ont freiné la consommation et l'investissement des entreprises. Les chiffres économiques continuent de se dégrader depuis le début d'année.

Nouvelle baisse de taux directeurs de la FED pour tenir compte de la dégradation de l'environnement

Afin de tenir compte de la dégradation de certains indicateurs économiques (indices PMI chinois et américains) et de la fragilité des marchés financiers, la FED a baissé son taux directeur de 1,75% à 1,25% le 03 mars, ce qui a pesé sur le dollar. Elle a surpris les marchés en avançant sa décision afin d'agir de façon préventive et gagner du temps. De nouvelles baisses de taux restent anticipées par les marchés dans les mois qui viennent.

Dans ce contexte de forte incertitude, les taux longs servant de valeur refuge ont significativement baissé : jusqu'à 0,52% pour les taux américains à 10 ans, -0,88% pour les taux allemands et -0,42% pour les français. En revanche, les taux italiens (1,35%) se sont tendus. De plus, le risque pays de l'Italie a sensiblement augmenté : très endetté, le pays est également touché par l'épidémie.

Les marchés actions en forte chute face à la crise sanitaire

Après la trêve commerciale entre les USA et la Chine, les espoirs de stabilisation de l'activité industrielle ont laissé place aux craintes de ralentissement liées à l'impact du Coronavirus sur les chaînes de production et la consommation des ménages. Le CAC40 a chuté de 22% depuis son plus haut du 19 février. Les marchés actions américains et anglais ont également marqué le coup avec des baisses respectives de 18% et 19%. Début mars, les valeurs pétrolières sont fortement affectés par la baisse du pétrole.

Suite à l'épidémie, le dollar et le cours de pétrole ont chuté

Le dollar a commencé par monter, début février, face aux craintes sur la croissance mondiale (monnaie refuge). A partir du 20 février, la forte baisse des taux longs américains a joué en sa défaveur, provoquant une baisse sensible de la devise américaine face à l'euro (1,14 €/€) et de façon plus marquée face au Yen (102 \$/Yen).

Concernant les matières premières, le prix du baril de Brent a commencé par chuter jusqu'à 50\$, les investisseurs anticipant une baisse de la demande de pétrole résultant du ralentissement mondial. La décision surprise de l'OPEP d'augmenter son offre de pétrole a provoqué, dans un deuxième temps, une accentuation de la baisse jusqu'à près de 35 dollars.

Jouant son rôle de valeur refuge et bénéficiant de la baisse des taux souverains américains, l'or a poursuivi sa hausse jusqu'à 1690\$ en cours de mois.

Des perspectives bénéficiaires sensiblement affectées

La crise sanitaire liée au coronavirus constitue un choc d'offre et de demande. La perturbation des chaînes d'approvisionnement et de production (notamment automobiles et technologiques) s'annonce plus importante qu'en 2003 durant l'épidémie du SRAS, le poids de l'économie chinoise dans l'économie mondiale ayant plus que doublé depuis. La demande est également affectée côté consommation : mise en quarantaine de populations, ralentissement du tourisme, de l'hôtellerie et du secteur du luxe. Le souvenir de la crise de 2008 hante toutes les banques, qui se préparent à un scénario de récession. Dans l'hypothèse où la

crise du coronavirus ne s'étendrait pas davantage, l'OCDE projette une croissance mondiale de seulement 2,4% cette année, contre 2,9% en 2019.

L'intervention des Banques Centrales s'avère une fois de plus nécessaire. Pour prendre leur décision, les banquiers centraux tiendront compte des actions de soutien budgétaire des gouvernements, ainsi que de leur perception du caractère durable ou non de la crise. La baisse des taux longs américains s'est accentuée parallèlement à la forte baisse des marchés actions. Leur niveau historiquement bas reflète l'incertitude ambiante des marchés. A court terme la fragilité des économies et des marchés et la manque de visibilité ne permettent pas d'envisager de remontée significative des taux longs européens et américains.

Le ralentissement économique induit par le Coronavirus au premier semestre devrait pénaliser les bénéficiaires et les trésoreries des sociétés, ce que reflète la baisse des marchés actions. Si cette crise sanitaire finissait par être maîtrisée, un rebond partiel de l'activité pourrait avoir lieu, sans compenser pleinement certaines pertes d'activité.

Le soutien des Banques Centrales et des gouvernements, la baisse du pétrole ainsi que la faiblesse des rémunérations offertes par les taux d'intérêt devraient permettre aux investisseurs de revenir alors vers les marchés actions. A contrario, si la crise persiste, une diffusion au marché du crédit n'est pas à exclure. À court terme, la forte incertitude entourant l'évolution de la pandémie et les réactions des marchés invite à la plus grande prudence.



L'Archipel de spécialistes en
gestion d'actifs et Banque Privée
du Groupe Arkéa

 contact@arkea-is.com

ARKEA INVESTMENT SERVICES est une marque de FEDERAL FINANCE, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 20 747 030 euros. Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON. Adresse postale : BP 97 - 29802 BREST CEDEX 9. Siren 318 502 747 RCS Brest - Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS, n° 07 001 802. Établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. TVA : FR 53 318 502 747.

FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 500 000 euros. Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON. Siren 378 135 610 RCS Brest - Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87 378 135 610.

SHELCHER PRINCE GESTION est une entreprise de gestion de portefeuille au capital de 1 454 800 euros, agréée par l'A.M.F. n° GPO1-036, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 438 414 377.